



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 145 - 28 Octobre 1985

Prix : 2 Frs

SOMMAIRE

A U

VERSO

IMMIGRATION :

CAMPAGNE RACISTE

ET

ANTI - OUVRIERE

editorial

(SOMMAIRE)

IMMIGRATION : CAMPAGNE RACISTE ET ANTI-OUVRIERE

Page 2

- Editorial

Page 3

- APARTHEID : Une victime de plus
- TOGO : Arrestations arbitraires

Page 4

- SENEGAL : Diouf le démagogue
- TCHAD : Le malheur des uns fait le bonheur des autres

Page 5

- TCHAD : La corruption vient d'en haut
- NIGER : Quand le voleur crie au voleur

Page 6

- SENEGAL : Pénurie d'eau dans l'agglomération de Dakar
- LIBERIA : Votez pour moi ou un coup d'Etat

Page 7

-COTE D'IVOIRE : Changement dans la continuité

Page 8 / 9

- Pourquoi les révolutionnaires doivent militer dans la classe ouvrière

ABONNEMENTS

France : 1 an

-Pli ouvert : 24 F

-Pli fermé : 48 F

A D R E S S E

DUFFAL-COMBAT OUVRIER
pour le P A T

B P 42

Pour les travailleurs immigrés qui ont vu à l'émission "L'Heure de Vérité" Le Pen pérorer contre les travailleurs immigrés, il y avait de quoi être choqué et révolté. Choqué et révolté par le fait que ce gros bourgeois doit sa fortune (outre à une lugubre histoire d'héritage) à une exploitation des travailleurs immigrés dans les usines qu'il a héritées du capitaliste Lambert.

Bien sûr que Le Pen ment lorsqu'il dit que les travailleurs immigrés coûtent plus cher qu'ils ne rapportent. Bien sûr qu'il est raciste tout autant qu'anti-ouvrier. Mais ceux des travailleurs immigrés qui ont eu le courage de regarder jusqu'au bout le face à face télévisé de Chirac contre Fabius ont pu se rendre compte que finalement ce que Le Pen dit avec grossièreté et arrogance, Chirac et Fabius le disent avec plus de souplesse.

Autrement dit, dans le fond Chirac dit des choses semblables à ce que disait Le Pen, même s'il jurait ses grands dieux qu'il ne s'alliera jamais à lui. Et quant à Fabius, il n'a rien trouvé de mieux à dire. Il était d'accord sur les grandes lignes de la politique de Chirac.

Alors oui, avec le recul des luttes ouvrières, avec la démoralisation de la classe ouvrière, on voit les idées racistes tout autant que les idées anti-ouvrières reflourir. On voit des politiciens démagogues chanter l'air du temps, les uns parce qu'ils sont racistes eux-mêmes, les autres simplement par démagogie pour gagner des voix aux élections ou pour ne pas en perdre.

Eh oui ! Voilà la situation. Et nous, travailleurs immigrés, nous avons deux choix possibles. Nous faire tout petits et nous faire une raison en disant que subir ce racisme et cette humiliation, c'est le prix qu'on paie pour gagner notre vie un peu plus que dans nos pays. Ou alors nous dire que pleurer ne sert à rien et qu'il y a d'autres moyens de renverser le cours des choses.

Si le mouvement ouvrier se met se met à réagir, on peut faire taire tous ces gens-là qui ne font que pérorer contre les ouvriers, immigrés ou pas.

Alors, l'autre choix que les travailleurs immigrés peuvent avoir, c'est contribuer en tant que travailleurs à ce que la classe ouvrière retrouve le moral, retrouve sa combativité et fasse rentrer dans les rangs toute cette racaille.

APARTHEID :

UNE VICTIME DE PLUS

Le régime raciste de Prétoria vient d'assassiner Benjamin Moloïse. Cet assassinat odieux fait partie du lot quotidien du peuple noir de ce pays. En effet, le régime criminel et raciste de Botha a instauré l'état d'urgence il y a maintenant plusieurs mois.

Toutes manifestations et tous rassemblements sont interdits. Le gouvernement de Botha a ordonné à ses flics et militaires racistes de tirer sur tout ce qui bouge dans les cités noires. C'est ainsi que des manifestants, des jeunes pour la plupart, sont quotidiennement assassinés ou arrêtés.

Mais, malgré cette répression féroce, le régime n'arrive pas à bout de la révolte. Les manifestants ne reculent pas devant les balles et les arrestations. Quand l'un d'eux tombe sous les balles, ce sont dix, cent nouveaux qui se lèvent pour le venger. Les affrontements ne se cantonnent plus dans les townships entre policiers et manifestants. Des quartiers et des villes jusqu'à présent épargnés sont à leur tour entraînés dans le tourbillon. On a même noté que, pour la première fois, des Blancs ont été tués lors des affrontements.

Si les dirigeants racistes de Prétoria ont instauré l'état d'urgence, c'est parce qu'ils ont peur de cette révolte et veulent mâter les contestataires de leur régime. Mais, vu la durée et la profondeur du mécontentement populaire, le régime de l'Apartheid est en train de creuser sa propre tombe.

TOGO :

ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Plus de 35 arrestations (plus de 200 selon l'opposition) ont eu lieu ces dernières semaines au Togo. Deux des personnes arrêtées seraient mortes sous la torture. Et tous les détenus appartenant à la fonction publique ont été licenciés et leurs biens confisqués.

Les raisons officielles de cette vague d'arrestations seraient: "distribution de tracts, outrages envers les représentants de l'autorité publique, incitations des forces armées togolaises à la violence et à l'insurrection en temps de paix". Mais beaucoup d'observateurs constatent que la répression a commencé en Août dernier à la suite d'une série de trois explosions produites à Lomé (capitale togolaise). Or ces attentats ont eu lieu dans des endroits particulièrement surveillés, comme la résidence du ministre de l'intérieur.

Il serait donc possible, selon les mêmes observateurs, que le régime dictatorial de Eyadéma soit lui-même à l'origine de ces attentats pour justifier sa répression en présentant les détenus comme des gens "subversifs" liés à l'opposition togolaise. Ainsi, la "stabilité" du régime vantée par les dirigeants togolais est au fond si fragile que ceux-ci pourraient imaginer des "complots" pour se protéger contre des opposants supposés ou réels.

SENEGAL :

DIOUF LE DEMAGOGUE

Depuis sa nomination à la tête de l'O.U.A, Abdou Diouf n'arrête pas de voyager par-ci par-là pour, soi-disant, "défendre la cause de l'Afrique". La dénonciation de l'apartheid est devenue son plat préféré. Au début du mois d'octobre, il a entamé une tournée en Afrique australe, dans les pays de la "ligne du front", pour "apporter la solidarité de l'Afrique" à ceux qui luttent contre le régime raciste d'Afrique du sud.

Mais tout cela sonne faux. Les populations sud-africaines ne peuvent rien attendre des dirigeants de l'O.U.A dans leur combat contre l'apartheid, comme elles n'ont rien à attendre des déclarations et des mesures démagogiques prônées par les pays impérialistes à l'égard du régime de Prétoria.

Les dirigeants africains, par la bouche du président de l'O.U.A, font semblant de s'émouvoir sur le sort des victimes de l'apartheid mais ce n'est que de l'hypocrisie, car ces dictateurs eux-mêmes oppriment chez eux. Et même si chez eux leurs dictatures n'appliquent pas le racisme légal, elles sont tout aussi violentes et féroces que celle de l'apartheid.

Diouf est d'ailleurs mal placé pour mener ce genre de campagne, lui qui a récemment mis en prison des gens qui ont tenté d'organiser une "marche contre l'apartheid" à Dakar. Mais comme il est nommé à la tête de l'O.U.A, il faut bien qu'il justifie sa place en faisant des déclarations et des tournées qui ne lui coûtent rien et qui ne dérangent pas ses compères.

TCHAD : LE MALHEUR DES UNS FAIT LE BONHEUR DES AUTRES

Depuis quelques mois, l'abondance des pluies a rendu impraticables toutes les routes menant à la localité de Guéra (dans le centre du Tchad). Cela a entraîné la rupture du renouvellement des stocks de marchandises. Et les commerçants en ont profité pour augmenter considérablement les prix.

Ainsi, à Mongo, chef-lieu de la région, le prix d'un pain de sucre par exemple passe de 700 F CFA à 1000 F et celui d'un pagne de la S.T.T (Société Textile du Tchad) se vend à 1500 F CFA, soit presque le double du prix antérieur. Mais il y a plus. Selon le quotidien gouvernemental "Info-Tchad", ce sont surtout les prix des produits alimentaires qui seraient inabordables.

Ces augmentations de prix abusives reviennent à condamner les habitants de cette région à mourir de faim, d'autant plus qu'ils subissent déjà la famine et que leur pouvoir d'achat (si pouvoir d'achat il ya) est dérisoire.

La situation a dû être particulièrement dramatique pour que le sous-préfet de Mongo soit obligé de réunir le mois dernier les commerçants pour leur demander d'être "réalistes" et de ramener les prix à un niveau "acceptable". Mais il est peu probable que ceux-ci suivent les conseils du brave sous-préfet. Car pour les spéculateurs, les affaires sont les affaires, même s'ils le font sur le dos des affamés.

TCHAD :

LA CORRUPTION VIENT D'EN HAUT

Depuis plusieurs années, la situation est catastrophique pour les populations tchadiennes. Même pour les fonctionnaires qui sont censés vivre un peu plus décemment, leur condition de vie n'est pas meilleure, surtout pour les moins rémunérés qui, comme les autres, ne touchent que des demi-salaires mensuels, parfois avec un ou deux mois de retard.

Cette situation pousse certains fonctionnaires à la débrouillardise pour survivre. Par exemple, les fonctionnaires de la Maternité de N'Djaména et d'autres centres hospitaliers exigent 6.000 F CFA ou plus pour l'accouchement au lieu des 500 exigés par l'Etat. Les femmes qui ne payent pas ne sont pas assistées; d'autres sont obligées d'accoucher chez elles.

Cette situation n'est pas nouvelle. Certains maris pensent qu'en glissant quelques billets de 100 F en guise de "goro" (pourboire), les matrones s'occuperaient un peu plus de l'accouchement de leurs femmes. Ce qui est nouveau, c'est que à cause des demi-salaires, qui tombent irrégulièrement et de la situation difficile (sécheresse, famine), le "goro" s'est généralisé.

Ce qui se passe dans les hôpitaux n'est pas le seul exemple. Ainsi, au niveau de la répartition gratuite des vivres envoyés par des organisations humanitaires pour le secours aux victimes de la sécheresse, un véritable gang est organisé à N'Djaména. Des commerçants contactent des fonctionnaires responsables de la distribution "Care-Tchad"; ils leur glissent quelques billets neufs. En retour, on achemine chez eux des sacs de maïs qui seront vendus sur un des marchés de N'Djaména appelé marché du bétail.

Bien évidemment, ceux qui tirent de gros profits de ce sordide commerce se trouvent être bien placés dans les plus hautes instances de l'administration. Le nombre sans cesse croissant de hauts fonctionnaires hommes d'affaires est éloquent.

NIGER :

QUAND LE VOLEUR CRIE AU VOLEUR

Le gouvernement nigérien a pris le 13 Septembre des mesures contre les détournements des fonds. Voici les barèmes fixés par le fameux "projet d'ordonnance".

Désormais celui qui détourne plus de 200 millions de F. CFA sera condamné à mort. Un détournement de plus de 50 millions sera passible de prison à vie. Celui de 5 à 10 millions de détournement est passible de 20 à 30 ans de prison.

Telles sont les mesures prises par les militaires nigériens. Une chose est certaine : si les galonnés ont pris cette décision, ce n'est que sur papier. Quant à son application, elle risque de ne pas être la même pour tout le monde.

Les hauts fonctionnaires, les ministres et leurs familles pourront sûrement piocher tranquillement dans les caisses de l'Etat. Mais gare aux petits commis surtout s'ils n'ont pas de parents bien placés, car la peine de mort sera pour eux et non pour les vrais responsables de la corruption.

SENEGAL :

PENURIE D'EAU DANS L'AGGLOMERATION DE DAKAR

Depuis plusieurs années, l'agglomération dakaroise connaît un problème d'alimentation en eau potable. Chaque année le déficit s'accroît alors que les besoins de la population augmentent régulièrement. Les besoins journaliers de la région de Dakar oscillent entre 180.000 et 225.000 m³ alors que la SONEES (société qui s'occupe de la distribution d'eau) ne peut en fournir au maximum que 162.000 m³.

Conséquence: les coupures d'eau sont très fréquentes. Cela aggrave d'autant plus les difficultés d'approvisionnement dans les quartiers populaires où, par suite de l'insuffisance des bornes fontaines, les queues devant les robinets publics sont de plus en plus longues.

C'est une question qui ne date pas d'aujourd'hui, puisque, selon les dires mêmes de la direction générale de la SONEES, voilà déjà depuis dix ans que le problème est posé. Il y a dix ans, il avait déjà été question de réaliser un "plan d'urgence" pour accroître les capacités de production en eau potable. Dix ans après, on repose le même problème car rien n'a été fait entretemps.

Aujourd'hui il est question d'un projet de construction d'un canal à ciel ouvert pour acheminer l'eau du lac de Guiers (situé à 196 km de Dakar). Les travaux ne démarreraient qu'en 1988 pour être terminés en 1993. A l'expérience de ce qui vient de se passer, ce n'est même pas sûr que dans dix ans Dakar soit assez correctement alimentée en eau potable.

En attendant le projet du "canal de Cayor", le gouvernement se contentera de quelques forrages nouveaux, mais le déficit en eau persistera. Ce manque d'eau ne gênera aucunement les riches de Dakar car même maintenant, alors que pour une grande partie de la population l'eau est rationnée de fait, cela n'empêche pas que les pelouses et les jardins de la Corniche soient arrosés régulièrement.

LIBERIA : VOTEZ POUR MOI OU ... UN COUP D'ETAT

Au Libéria, quatre candidats représentant des partis politiques ont participé aux élections présidentielles qui ont eu lieu le 15 Octobre (mais dont on ne publiera les résultats officiels qu'un mois plus tard). En voyant cela, on est tenté de dire: voilà un des rares pays d'Afrique où exist le multipartisme.

Mais ce n'est que du cinéma car malheur à celui qui ne fait pas le "bon choix". Ainsi, l'armée, par la bouche du colon el Pennue, a cherché à intimider les candidats et à dissuader les électeurs en annonçant pendant la campagne électorale qu'elle ferait un coup d'Etat dans les 3 jours après les résultats des élections, si le parti de Samuel Doe (actuellement au pouvoir) ne l'emportait pas.

En Afrique, on ne se contente pas seulement des fraudes électorales qui consistent notamment à bourrer les urnes avant même que le vote ne commence, mais on a aussi parfois recours à la force brutale. Et cela, nous le savons déjà. Mais, ce qu'il y a de nouveau, c'est que, au lieu de l'hypocrisie habituelle des autres dirigeants africains, ceux du Libéria disent à haute voix que les élections sont destinées simplement à amuser la galerie.

COTE D'IVOIRE

CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE

Du 9 au 12 Octobre dernier, s'est tenu à Abidjan le 8^o congrès du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Pendant quatre jours, comme cela se passe dans toutes les rites annuelles de ce genre, il ya eu des discours pour répéter des généralités sur la politique intérieure et proclamer les bonnes intentions des dirigeants ivoiriens de mener un "combat pour la paix" en Afrique et dans le monde.

La seule "nouveauité" concerne la suppression, dans la constitution, du poste de vice-président de la République (mais pour une nouveauté c'en n'est pas une car il n'y a jamais eu de vice-président en Côte d'Ivoire). C'est donc le président de l'Assemblée Nationale qui, en cas de vacance du pouvoir, assurera désormais l'intérim et se chargera de l'organisation des élections présidentielles dans un délai de 45 à 60 jours. Autant dire que c'est lui qui est le successeur désigné quand on sait les conditions dans lesquelles en Afrique, l'organisateur des élections présidentielles est généralement "élu" à plus de 99%.

Houphouet Boigny a pris disposition pour que ce ne soit pas n'importe quel homme politique qui lui succède. Car la nouvelle décision, faisant du Président de l'Assemblée Nationale un successeur possible du Président de la République, va vraisemblablement profiter à un de ses fidèles parmi les fidèles. En effet, Henri Konan Bédié, actuel Président de l'Assemblée Nationale, est un des collaborateurs les plus "loyaux" et flageorneurs du "guide" ivoirien.

Pour le moment, le "guide" entend garder le pouvoir jusqu'à la fin de ses vieux jours. C'est ainsi que sur la "proposition" (bien sûr) du PDCI (le parti unique) il a accepté de briguer un sixième mandat pour lequel il vient d'être élu lors des dernières élections présidentielles. Mais vu son âge très avancé, il ne doit pas être sûr lui-même de terminer ce mandat présidentiel et c'est pour cela qu'il a désigné un successeur.

Mais si depuis 25 ans qu'il est au pouvoir, Houphouet Boigny a su maîtriser une situation relativement calme, il n'est pas dit qu'après lui on assistera à la même stabilité. D'abord les chefs militaires qui se mettent à l'écart de la scène politique peuvent avoir une ambition politique et intervenir brutalement pour régler à leur manière le problème de la succession, comme cela s'est passé en Guinée. Ensuite, sur le plan économique, malgré l'optimisme affiché des dirigeants, la crise est toujours là. Et il n'est pas dit que les travailleurs vont continuer à accepter indéfiniment le blocage des salaires, la baisse du pouvoir d'achat et les licenciements.

POURQUOI

LES REVOLUTIONNAIRES MARXISTES

DOIVENT MILITER DANS LA CLASSE OUVRIERE

Il nous arrive fréquemment au cours de discussion avec d'autres courants politiques, ou tout simplement avec des individus ne partageant pas nos points de vue, d'aborder la question concernant notre volonté de militer en priorité en direction de la classe ouvrière.

Ils nous disent : " vous voulez calquer le marxisme tel qu'il est pratiqué ici en occident industrialisé, sur le continent africain où la réalité est différ-.../...

rente". En Afrique, disent-ils, la classe ouvrière est numériquement minoritaire et relativement privilégiée (ayant un revenu régulier, profitant des avantages de la vie urbaine, etc...) comparativement à la grande masse de la paysannerie qui constitue l'énorme majorité de la population, qui nourrit l'ensemble du pays mais ne bénéficie d'aucun des avantages de la société moderne.

Selon eux donc c'est dans la paysannerie que les marxistes africains doivent militer en priorité parce que la transformation de la société africaine ne pourra venir que de la mobilisation de sa partie la plus pauvre et la plus nombreuse.

Il est incontestable que dans les pays économiquement arriérés, aucune révolution ne pourrait être victorieuse sans la participation et la mobilisation de la paysannerie, ou tout au moins de la partie la plus pauvre de celle-ci.

Mais même du vivant de Marx, lorsque celui-ci écrivait le "Manifeste du Parti Communiste", dans aucun pays, même parmi les plus industrialisés de l'époque, la classe ouvrière n'était majoritaire. C'est la paysannerie qui au temps de Marx était largement majoritaire, même en Europe. Ce n'est donc pas parce qu'il était prisonnier d'une optique trop européenne qu'il a "ignoré" les paysans. Mais il a su anticiper sur le développement social et se rendre compte que la classe pauvre susceptible de renverser l'ordre capitaliste, c'est la classe exploitée qui est au cœur de la production capitaliste, qui se développe avec la production capitaliste et qui est directement opposée du point de vue de ses intérêts de classe, à la classe des bourgeois capitalistes.

Aujourd'hui, près d'un siècle et demi après, le "Manifeste" est encore plus d'actualité car le capitalisme a envahi toute la planète. Même les paysans isolés au fin fond de la campagne africaine ne sont en fait pas isolés du grand capital. Qu'ils le veuillent ou non, par le simple fait qu'ils utilisent la monnaie pour s'acheter certaines marchandises, ou tout simplement parce qu'ils doivent payer un impôt ils entrent dans les tentacules du capitalisme.

Une révolte paysanne peut être assez puissante pour renverser le pouvoir en place. Mais pour aboutir à quoi ? Leur révolution sera confrontée à deux questions celle de l'immédiat et celle des perspectives.

La première question qui se pose immédiatement c'est de savoir ce que sera le pouvoir issu de cette révolution : est-ce le pouvoir d'un appareil prétendant parler au nom des pauvres ou bien le pouvoir des pauvres ? Car ce n'est pas, mais vraiment pas pareil.

Nous marxistes révolutionnaires, nous militons pour que les pauvres les plus déshérités exercent le pouvoir eux-mêmes. Dans les villes, dans les centres du pouvoir, la seule classe des pauvres susceptibles d'exercer le pouvoir c'est le prolétariat. Le pouvoir des paysans en dehors de leurs villages, c'est une vue de l'esprit, ou alors les paysans sont devenus des soldats de métiers.

La deuxième question, celle-là à plus long terme c'est celle des perspectives. Les pays d'Afrique n'ont pas une destinée particulière. Leur sort est lié à celui du monde. Ce sont les capitalistes des Etats-Unis, de France et d'Angleterre qui dominent le monde. Qui peut les renverser ? Les paysans des Etats-Unis ? Poser la question c'est y répondre. La seule force capable de les battre c'est la classe ouvrière de ces pays. Alors, la question est de savoir quelle est la classe sociale au combat de laquelle les pauvres d'Afrique puissent associer leur propre combat.

Alors, tout dépend évidemment de ce qu'on veut. Faire la révolution, simplement pour changer de régime, c'est-à-dire inévitablement remplacer une dictature par une autre ? Ou faire en sorte que la révolution africaine à venir s'intègre dans la révolution mondiale pour renverser le monde capitaliste. C'est un choix politique. Mais si on a choisi de s'appuyer sur les paysans, on ne fait pas le choix du marxisme révolutionnaire.

Alors tout dépend de ce qu'on veut. Nous les marxistes révolutionnaires, nous voulons détruire le capitalisme. Celui-ci n'est pas spécifique à un pays ni à un continent. C'est un système d'exploitation mondiale. Et partout dans le monde

la bourgeoisie a créé un prolétariat qui lui a permis d'agrandir sa richesse et d'étendre toujours plus son champ d'exploitation. La bourgeoisie est une classe mondiale. Mais le prolétariat aussi est une classe mondiale, la seule capable de la détruire et d'instaurer un nouveau type de société.

Pourque le prolétariat puisse triompher de la bourgeoisie, il faudrait qu'il lui oppose une lutte à mort, qu'il détruise les appareils d'Etat et impose sa propre dictature de classe contre celle des exploités. Cela suppose que le prolétariat ait des alliés de lutte non seulement dans les autres parties du monde, plus particulièrement au coeur des pays impérialistes, mais aussi qu'il rallie à ses côtés toutes les couches pauvres de la société victimes elles aussi de l'exploitation, de la misère et de toutes sortes de conséquences de l'exploitation impérialiste.

Dans les pays pauvres comme ceux d'Afrique, la classe ouvrière peut trouver à ses côtés des millions de paysans pauvres, des millions de déracinés vivant dans les bidonvilles qui grossissent au fil des ans. La misère est tellement profonde dans ces pays pauvres que ces millions de chômeurs et de crève-la-faim constituent une poudrière qui, si elle explose, peut amener des bouleversements profonds.

L'Afrique a déjà connu des révoltes de faim et elle en connaîtra d'autres encore plus violentes. Mais pourque ces révoltes ne soient pas noyées dans le sang ou n'aboutissent pas tout simplement à la mise en place de nouveaux dictateurs, il faudra une autre politique. C'est pour offrir une autre perspective aux millions de déshérités que le prolétariat africain doit être présent politiquement et physiquement dans les futures batailles en Afrique.

Le prolétariat, même minoritaire, doit être capable d'entraîner derrière lui tous les exploités, tous les pauvres dans la lutte pas seulement contre la dictature mais aussi contre l'exploitation capitaliste. Et pourque le prolétariat ait sa chance, pourque son intervention soit décisive dans les futures grandes batailles, de toutes façons inévitables, il faudrait qu'il s'y prépare dès à présent. Il faut que le prolétariat sache dès maintenant quel doit être son rôle, qui sont ses amis et ses ennemis pourqu'au moment décisif, il ne laisse pas aux autres catégories sociales, à la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationaliste, le privilège de tirer les marrons du feu.

Nous, les militants marxistes révolutionnaires, nous voulons aider le prolétariat pourqu'il se donne dès maintenant sa propre organisation politique, sa propre politique de classe, ses propres organes de combat. Nous voulons que le prolétariat apprenne dès aujourd'hui à distinguer ses ennemis et ses faux amis. Qu'il se méfie de ceux qui au nom de "l'intérêt supérieur de la nation" voudraient l'embarquer dans la galère de ses ennemis.

Camarade, si nos idées t'intéressent,
n'hésite pas à prendre contact avec nous.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accordement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.